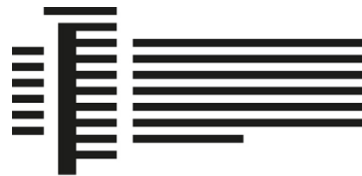




**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ARCHITECTURE NANCY

PRESTATION DE NETTOYAGE DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANCY

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)



1. Dispositions générales

1.1 Objet de la consultation et lieu d'exécution

1.2 État des lieux avant l'exécution des prestations

1.3 Coordonnées des interlocuteurs

2. Durée du marché

3. Modalités d'exécution

3.1 Description des lieux

3.1.1 Connaissance des lieux

3.1.2 Description sommaire des locaux

3.2 Descriptions des prestations

3.2.1 Disposition général commune

3.2.2 Exécution des prestations

3.2.3 Evacuation des déchets

3.2.4 Fournitures consommables

3.2.5 Contrôles des prestations et réception

4. Organisations des prestations

4.1 Organisations du personnel

4.2 Tenues du personnel

4.3 Horaires d'intervention

4.4 Absence des agents

4.5 Matériel nécessaire aux prestations

4.6 Planification des prestations et modalité d'interventions

4.7 Réalisation des prestations

4.8 Garanties de résultats

4.9 Responsabilité du titulaire

4.10 Règles de sécurité

4.11 Respect du code du travail

5. Assurances

6. Dispositif spécifique

6.1 Etablissement de l'offre

6.2 Limites des prestations

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet de la consultation et lieu d'exécution

La présente consultation a pour objet **le nettoyage intérieur des locaux et de la vitrerie de L'Ecole National Supérieur d'Architecture de Nancy**, 2 rue Bastien Lepage 54000 Nancy.

Les plans des locaux sont joints en annexe 2.

Le présent marché comporte 2 types de prestations :

Des prestations de nettoyage approfondi après travaux et déménagement, ainsi qu'une prestation de **nettoyage de la vitrerie** de l'ensemble du bâtiment, toutes deux régies selon le présent CCTP et le DPGF.

Il est rappelé que le titulaire s'engage en termes d'assurance qualité avec obligation de résultats.

1.2 État des lieux avant l'exécution des prestations

Le titulaire est réputé s'être rendu sur site lors de la visite de la phase candidature, et avoir tenu compte, dans ses prix, de l'importance du travail à exécuter, de la disposition des lieux et de toutes sujétions d'exécution que peuvent comporter les prestations prévues dans le présent CCTP.

Le titulaire prendra à sa charge le nettoyage du bâtiment **dans l'état où il se trouve au début du marché**.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'état des surfaces du bâtiment (poussières, tâches, traces, déchets, etc.) et ne pourra se prévaloir d'un quelconque manque d'informations pour justifier un manquement, même partiel, à ses obligations contractuelles. Aussi, le représentant de l'ENSAN se tient disponible pour apporter toute information nécessaire à la parfaite exécution des prestations.

La description des tâches n'a pas un caractère limitatif. Sont compris dans le prix sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires et toutes les contraintes liées à la réalisation de la prestation.

Imprécisions et omissions : le prestataire doit prévoir l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation de la mission, conformément à la réglementation de la profession. Aucune majoration de prix ne sera possible pour raison d'omission. Le prestataire s'est rendu compte du volume et de la nature des tâches à effectuer. Il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails omis dans le CCTP. Les candidats joindront les documents essentiels à la compréhension et à l'évaluation de l'offre (moyens, structures, modalités d'action, références, etc.).

Le titulaire devra réaliser toutes les prestations prévues au présent CCTP **sans pouvoir prétendre à aucun supplément pour des sujétions d'exécution qu'il découvrirait** lors de l'exécution des prestations.

Tout comme, il ne pourra en aucun cas se prévaloir de constats à postériorité pour réclamer une indemnisation de quelque nature qu'elle soit.

1.3 Coordonnées des interlocuteurs

L'interlocuteur du titulaire pour toutes les questions d'ordre opérationnel est :

Le responsable du service infrastructure,

Enguerran WILLAUME-REAL ; enguerran.willaume-real@nancy.archi.fr ; 03 83 30 81 45
ou
La responsable adjointe du service infrastructure,
Natacha LECLERC ; natacha.leclerc@nancy.archi.fr ; 03 83 30 81 41

ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ

Ce marché prendra effet à la date de démarrage notifiée par ordre de service, et s'achèvera après la parfaite exécution des prestations, dans les délais définis dans l'annexe 1 au présent CCTP.

Il est proposé que les plages horaires maximales dans lesquelles doivent s'inscrire les interventions du titulaire pour réaliser les prestations qui lui sont confiées soient les suivantes : de 7h30 à 19h00. Le titulaire doit organiser la rotation de ses équipes et établir les durées de labeur conformément à la législation du travail en vigueur.
Ces modalités d'organisation (notamment les horaires de travail retenus) figureront dans le mémoire technique.

ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

3.1 Description des lieux

3.1.1 Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

Avoir pris connaissance des lieux, les avoir examinés et s'être rendu compte de toutes les sujétions particulières au chantier.

Avoir contrôlé toutes les indications qui lui sont nécessaires auprès des services intéressés.

3.1.2 Description sommaire des locaux

Les locaux sont répartis sur quatre niveaux : sous-sol, rez-de-chaussée, 1er et 2ème étage.

DÉCOMPOSITION DES LOCAUX

Soit, 11 000 m² de surface totale, répartie sur les 4 niveaux :

Environ 4 300 m² de locaux en travaux,

Environ 2 000 m² de locaux hors travaux,

1 800 m² de garage,

2 amphithéâtres (210+120 places)

3 cages d'escaliers intérieures,

4 cages d'escaliers extérieures,

Accès extérieur du bâtiment

13 blocs sanitaires,

1 300 ml d'ouvrages dans la médiathèque,

Les terrasses, escaliers de secours et entrées extérieures,

Une tisanière (lieu de restauration pour le personnel).

Toutes les salles, bureaux, sont équipés de mobilier.

NATURE DES SURFACES :

Les sols intérieurs sont en majorité composées de résine époxy.
Les sols extérieurs (accès, patios) sont en majorité composés de dalles sur plots.
Les murs intérieurs sont peints.
Les murs des sanitaires sont majoritairement carrelés.
Le bâtiment est largement vitré.
Les mobiliers sont en métal, en mélaminé, en bois brut, ou en tissus (sièges des amphithéâtres, fauteuils et chaises de la médiathèque).

Les façades extérieures du bâtiment, en béton, ne sont pas incluses dans le marché.

Les surfaces et revêtements mentionnés au présent article ne sont donnés qu'à titre indicatif et ne peuvent être opposables au pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra, au regard de sa compétence technique, adapter son organisation et l'utilisation des produits en fonction des surfaces réelles et de la nature précise des revêtements.

Il aura procédé, dans le cadre de la consultation, à une visite des locaux afin de proposer l'offre la plus adaptée aux caractéristiques des locaux.

Les plans des locaux sont joints en annexes 2.

Il s'agit d'un un édifice d'architecture reconnu et labellisé « Architecture contemporaine remarquable », une attention particulière devra être portée à cet édifice et notamment à la préservation des arêtes vives en béton des poteaux de la structure.

3.2 Description des prestations

Sol en travaux (environ 4 300 m²) : nettoyage, décapage (décapant de type JONTEC n°1 ou équivalent), traitement de surface (protection cire de type JONTEC ETERNUM ou équivalent)

Sol hors travaux (environ 2 000 m²) : nettoyage

Terrasses (y compris édicules pour lanterneaux), escaliers de secours, entrées extérieures : karcher

Ensemble des locaux : dépoussiérage, nettoyage

Médiathèque : dépoussiérage (sols, mobiliers, foisonnement, ouvrages), nettoyage

Chauffeuses et chaises de la médiathèque : nettoyage approfondi

Garage : dépoussiérage, nettoyage

Sanitaires : nettoyage

Cages d'escalier : dépoussiérage, nettoyage

Châssis et vitrages : nettoyage intérieur et extérieur

Murs, portes : nettoyage des traces

Mobilier (médiathèque, bureaux, salles de cours, stockage, etc.) : dépoussiérage

3.2.1 Dispositions générales communes

Les prestations de nettoyage doivent aboutir à une qualité satisfaisante au regard des critères : hygiène, confort, aspect, sécurité. Le niveau de qualité est fonction de la nature des locaux et de leurs équipements, des matériaux qui les constituent, de leur affectation, de la qualité des opérations de nettoyage.

HYGIENE : L'hygiène repose sur l'assainissement des locaux (le titulaire doit utiliser des produits désinfectants Eco labélisés (l'utilisation de lingettes, même écologiques, n'est pas autorisée) et minimisant les risques d'allergies

Le nettoyage ne doit pas non plus provoquer de pollution, par l'usage inadapté de méthodes, de déchets ou produits nocifs.

Le titulaire est chargé de la collecte, du conditionnement et de l'évacuation des déchets. La collecte, le tri et le traitement des déchets chimique sont à la charge de l'entreprise (contenants vides des produits ménagers) .

CONFORT : Apprécié par des perceptions olfactives, tactiles, auditives (en situation de coactivité), et d'une impression générale de bien-être. Le nettoyage doit éliminer les mauvaises odeurs, mais aussi éviter de produire des odeurs désagréables pour les occupants, pouvant provenir des produits utilisés (ne pas utiliser de produits surodorants, même écologiques).

ASPECT : L'aspect est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offrent un local et ses équipements. Les prestations de nettoyage devront évidemment être adaptées aux lieux.

SECURITE : Les techniques et produits utilisés ne devront pas présenter de surface glissante dangereuse pour les usagers. Une attention particulière sera portée aux produits utilisés en zones de contact alimentaire, telle que la salle de convivialité et les kitchenettes.

3.2.2 Exécution des prestations

Les prestations de nettoyage des locaux s'effectueront les jours ouvrables, du 16 au 29 août 2021. Durant la période du 23 au 29 août, une partie des services administratifs de l'école sera présente sur le site.

Le titulaire du marché fournit, pour l'exécution de la prestation, le matériel manuel ou électromécanique et les produits de nettoyage nécessaires au besoin du bâtiment. Les produits de type « multi-usages et sanitaires » et les fournitures telles que le papier hygiénique recyclé et les sacs poubelles doivent avoir des performances environnementales répondant aux exigences Eco labels ou équivalents.

Ceux-ci doivent être composés de matières propres à assurer la bonne conservation des surfaces propres traitées et ne pas être susceptibles de détériorer les sols. Le taux de dilution des produits doit être conforme aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le candidat devra fournir une liste détaillée des matériels et produits utilisés pour l'exécution des prestations accompagné de fiches techniques et de données de sécurité. Cette liste sera affichée dans les locaux ménages où seront entreposés les produits, le temps de la prestation.

Les consommables devront obligatoirement être compatibles avec les matériels et natures de surfaces existants sur le site.

Les produits doivent être composés de matières propres à assurer la bonne conservation des surfaces traitées. Ils devront être de bonne qualité et respectueux de l'environnement. Ils devront notamment répondre aux critères des écolabels référencés (européens et NF environnement ou équivalents).

Le titulaire assure sous sa responsabilité, pour les locaux et ouvrages visés aux articles précédents, les prestations avec les matériels, machines et produits adaptés à la nature des équipements et des revêtements à entretenir et de leur état.

Les matériels devront être en conformité avec les normes et règlements de sécurité. Tout matériel non conforme ou dangereux sera mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Les échafaudages seront conformes à la réglementation. Les matériels ne devront, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégés, leurs pieds seront munis de patins protecteurs. Les échelles doivent prendre appui par l'intermédiaire de protections souples de manière à ne pas détériorer les revêtements. En aucun cas les meubles ne peuvent être utilisés comme moyen de surélévation. Les personnels qui auraient l'usage de dispositifs de travail en hauteur sont titulaires des formations adéquates.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire produits et matériels dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou des phénomènes de pollution, ou d'atteinte à la santé et à la sécurité des usagers des locaux.

Le titulaire veillera aux consignes suivantes : interdiction d'utiliser les objets, matériels, appareils n'appartenant pas au prestataire, éviter tout éclairage superflu avant toute opération, et, à l'achèvement des prestations, meubles remis en place, lumières éteintes, portes trouvées fermées à refermer.

Respect des économies d'énergie et d'eau :

Le pouvoir adjudicateur attend du prestataire que ses pratiques limitent l'éclairage systématique de tous les locaux lors de la prestation.

Une attention particulière est également portée sur les consommations d'eau. Le titulaire évite de laisser l'eau couler inutilement et évite toute destruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

Les travaux d'entretien et de nettoyage des locaux doivent être effectués conformément aux prescriptions mentionnées au présent C.C.T.P. et ses annexes.

Le Titulaire réalise les prestations de nettoyage des locaux selon le planning défini pour chaque niveau dans l'annexe 1 du CCTP et selon l'organisation et le mode d'exécution qu'il aura définis dans son offre et qui auront été acceptés.

Il est précisé que l'annexe 2 du CCTP « plans d'aménagement des locaux » a pour objectif de renseigner au mieux le titulaire sur la nature, la superficie et la catégorie d'appartenance des locaux qu'il a à traiter.

Les surfaces correspondent aux surfaces au sol ne tiennent pas compte des encombrements dus aux meubles et rayonnage. Le titulaire est réputé en avoir tenu compte dans l'élaboration de ses prix.

3.2.3 Évacuation des déchets

Le personnel du titulaire se charge de la collecte, du transport et de l'évacuation des déchets en fonction de leur typologie. Les typologies sont les suivantes : papier / cartons / verre / ordures ménagères / déchets chimiques

Le tri et l'enlèvement des contenants vides des produits ménagers sont à la charge du prestataire

3.2.4 Fournitures consommables

Les prix mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire comprennent notamment :

- La fourniture des produits de nettoyage nécessaires aux prestations ;
- Les petites fournitures consommables nécessaires aux prestations telles que les sacs poubelles, les chiffons, éponges, etc.

Le pouvoir adjudicateur met gratuitement à la disposition du titulaire des points de distribution d'eau, des moyens d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, ainsi que l'éclairage et l'électricité. Un relevé du compteur d'eau sera effectué avant et après l'exécution des prestations.

3.2.5 Contrôle des prestations et réception

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées régulièrement pendant l'exécution de la prestation par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à désigner une personne chargée des relations avec le Pouvoir adjudicateur et de veiller à la bonne exécution des travaux.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat par le Pouvoir Adjudicateur.

Toute modification du contenu, au cours de la réalisation de ce projet, toute directive qui aurait pour objet de modifier la mission confiée au prestataire, devra faire l'objet d'un consentement préalable écrit entre les parties et d'un avenant au présent marché.

Une réception sera organisée à la fin de l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 - ORGANISATION DES PRESTATIONS

Le titulaire devra respecter les règlements, normes, documents techniques unifiés et décrets généraux ou particuliers applicables aux travaux du marché français ou européen. Le titulaire devra souscrire une assurance spéciale couvrant les risques aux existants et aux personnes pendant toute la durée de la prestation (de type assurance en responsabilité civile).

4.1 Organisation du personnel

Le titulaire a défini l'organisation des équipes qu'il compte mettre en œuvre pour l'exécution du présent marché dans son offre. Sont notamment détaillés :

- Le nombre d'agents ;
- L'organisation de l'encadrement ;
- Le matériel disponible ;
- Les produits prévus.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur la liste de ses agents présents sur site, leur ancienneté et leur qualification (annexe 3)

Le personnel du titulaire devra être en nombre suffisant pour garantir la réalisation des prestations dans les délais et conditions prévus par le présent CCTP.

Le titulaire s'organise pour que son personnel ne se trouve jamais en situation dite de travailleur isolé.

Le personnel du titulaire devra adopter une attitude éco-responsable lors de ses interventions, par exemple :

L'application des règles de tri sélectif des déchets qui seront transmises à la prise d'effet du marché : en cas d'évolution de ces règles en cours de marché, le titulaire devra s'y conformer.

L'utilisation raisonnée de l'éclairage des bureaux pendant les prestations de nettoyage.

La fermeture des fenêtres, portes...

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander :

- le remplacement de tout membre du personnel du titulaire,
- le renforcement en qualification du personnel du titulaire.

Le titulaire vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondant à sa mission et a une bonne connaissance de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité de chaque site.

Il sera interdit au personnel du titulaire :

- De faire pénétrer à l'intérieur des locaux leur conjoint, enfants, amis, animaux domestiques etc. et de manière générale, tout individu extérieur au présent marché,
- De fumer à l'intérieur des locaux,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux de travail et leurs dépendances,
- De tenir des réunions dans l'enceinte des bureaux,
- De manquer de respect aux agents de l'ENSA,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne non autorisée.
- De divulguer toute information à caractère professionnel dont il a pu avoir connaissance.

Il est rappelé que l'usage des appareils téléphoniques, photocopieurs et informatique de l'ENSA est strictement interdit, excepté pour des motifs d'urgence absolue et impérieuse (santé, sûreté, sécurité).

Tout dommage causé par les agents aux salariés du bâtiment, aux locaux, à leurs installations et leurs équipements est à la charge du titulaire. Le titulaire ne peut en aucune circonstance se prévaloir de cette condition pour échapper à ses obligations.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur aurait à se plaindre du comportement ou des agissements d'un des salariés du Titulaire, ce dernier s'engage à remplacer son agent.

Une main courante sera à remplir signalant tous les désordres relatifs à la sécurité des biens et des personnes ainsi que les sanitaires bouchés, fuites d'eau, distributeurs cassés, etc...

4.2 Tenues du personnel

Le titulaire dote son personnel d'exécution des vêtements de travail et équipements de protection individuelle adaptés aux fonctions.

Aucun agent du titulaire et/ou de ses sous-traitants ne peut être admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail ou s'il est démuné de l'insigne du titulaire et uniquement du titulaire, ou s'il présente une tenue négligée. Les tenues doivent être propres et soignées.

Le vêtement de travail ainsi que les chaussures de sécurité devront être portés fermés.

Les cheveux longs devront être attachés et rien dans la tenue (bijoux, accessoires) ne devra faire entrave à l'exécution des prestations.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence une tenue correcte.

4.3 Horaires d'intervention

L'exécution des prestations devra avoir lieu dans le cadre du planning fourni en annexe 1 au présent CCTP, dans les horaires indiqués par le titulaire dans son mémoire technique. Ces horaires ne pourront dépasser l'amplitude maximale 7h30-19h.

4.4 Absence des agents

Le titulaire s'engage, en cas d'absence imprévisible ou d'accident d'un agent, à assurer son remplacement et à faire assurer les prestations conformément au marché.

Tout remplacement effectué par un personnel ne se trouvant pas sur la liste nominative donnée par le titulaire en début de marché doit être signalé au pouvoir adjudicateur pour des raisons de sécurité.

4.5 Matériel nécessaire aux prestations

Tous les matériels nécessaires à l'exécution des prestations (chiffons, éponges, gants, aspirateurs, mono brosses, chariots de nettoyage haute pression, cireuses, échelles, escabeaux, échafaudages, engins de levages et manutention...) sont à la charge du titulaire.

Le Titulaire fournit les produits nécessaires à l'exécution des prestations de nettoyage (produits d'entretien et sacs poubelles éco labélisés, balais, ...).

À ce titre, le Titulaire présente dans son offre, et ce pour chacune des zones et opérations décrites dans l'annexe 1 du présent CCTP, la liste détaillée et la plus exhaustive possible du matériel manuel et mécanique que le titulaire s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation.

L'appréciation de ces éléments fera partie des éléments qualitatifs d'appréciation de la valeur technique de l'offre.

Le titulaire adapte son matériel aux caractéristiques électriques existantes. Il devra fournir les rallonges, prolongateurs et fiches nécessaires. Le calibrage des fusibles et disjoncteurs ne peut être modifié. Tout dommage causé aux installations électriques par l'utilisation d'une machine non conforme sera facturé au prestataire.

À charge du Titulaire de mettre en œuvre tous les moyens humains et matériel (échafaudages, perches pour les grandes hauteurs, auto-laveuses, aspirateurs spécifiques...) pour la bonne réalisation des prestations demandées.

Les meubles ne doivent être utilisés en aucun cas comme moyen de surélévation et d'appui. Tous échafaudages doivent obligatoirement être conformes à la réglementation. Les matériels ne doivent, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et des escabeaux doivent être protégées et leurs pieds doivent être munis de patins protecteurs.

Le Titulaire ayant précisé dans son offre les types d'équipements mécanisés doit veiller à ce que les matériels ou accessoires ne restent pas entreposés hors des locaux de rangement prévus à cet effet et mis à disposition. Il doit également veiller à ce qu'aucun appareil ne reste branché après utilisation.

Tout dommage causé aux installations et équipements est à la charge du titulaire.

4.6 Planification des prestations et modalités d'intervention

Le titulaire assure l'encadrement des actions de nettoyage, avec le respect des plannings, de la bonne exécution des tâches et des consignes particulières données par le pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de modifier le planning d'intervention pour des motifs d'urgences imprévisibles et d'en informer le titulaire au moins 5 jours ouvrés avant la date prévue. Cette adaptation ne changera pas les conditions financières et administratives du contrat.

En revanche, le titulaire est tenu de respecter le calendrier d'intervention qui a été arrêté. Dans l'hypothèse exceptionnelle où un événement empêche le titulaire de réaliser une action de nettoyage aux dates et heures arrêtées, il doit en aviser immédiatement le Pouvoir Adjudicateur, et motiver précisément par écrit la raison de l'empêchement.

Le titulaire s'engage à faire part au responsable de site de toutes dégradations constatées lors de son intervention, à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment.

Une réunion préalable à l'exécution des prestations permettra de définir les modalités d'accès au bâtiment, au regard de ses spécificités (clés, badges, alarme, etc.).

4.7 Réalisation des prestations

L'Entreprise exécute ses prestations en prenant les précautions suivantes :

Les surfaces qui ne peuvent être accessibles par les machines doivent être traitées manuellement (cas fréquent des angles et plinthes par exemple)

Les produits ménagers doivent être soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur avant d'être employés. Ils sont par la suite utilisés en conformité avec la nature de surface à traiter, sans excès, et en veillant à ce qu'il ne subsiste pas d'accumulation intempestive de produits anciens

L'exécution d'une prestation ne doit pas induire de désordre (salissures, traces, éclaboussures, ...) sur les surfaces voisines déjà nettoyées.

Le titulaire veillera à préserver l'intégrité du mobilier et des objets.

Lorsque le Titulaire constate un désordre de nature à l'empêcher de satisfaire aux exigences de propreté souhaitées (par exemple une salissure impliquant une prestation non prévue au programme, une altération inhabituelle de l'état de surface d'un meuble, etc....), il doit en avertir oralement et immédiatement les représentants du pouvoir adjudicateur qui décidera des actions à mener. Le Titulaire fournit également un compte rendu écrit confirmant le désordre constaté.

Le titulaire signale par écrit au Pouvoir Adjudicateur les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du présent contrat et nuisibles à la réalisation de ce dernier et cela dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du Pouvoir Adjudicateur et les travaux nécessaires à leur prévention.

4.8 Garanties de résultat

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur :

- Le parfait état de propreté des locaux conformément aux dispositions du présent document ;
- Le respect des règlements de sécurité et d'hygiène ;
- L'assistance technique au pouvoir adjudicateur.

4.9 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de toutes dégradations occasionnées par son personnel, par des produits ou engins sur les revêtements intérieurs ou extérieurs, sur le mobilier, portes, fenêtres, et tous les accessoires équipant le bâtiment.

Il fera procéder à ses frais à toutes réparations.

Il est précisé que les actions de nettoyage ne doivent pas perturber le fonctionnement des services.

Le titulaire est réputé avoir vérifié les renseignements techniques indiqués au présent CCTP.

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution du bâtiment, de la consistance des équipements et installations, des surfaces et qualités des matériaux dont il doit assurer la propreté et des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité du bâtiment.

Le titulaire ne peut pas opposer la méconnaissance ou l'insuffisance d'informations pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité sur l'ensemble des équipements et installations du bâtiment.

4.10 Règles de sécurité

Le titulaire du marché doit respecter les règles de sécurité internes aux locaux. Il devra assurer l'ensemble des éléments de prévention nécessaires à la protection de son personnel vis-à-vis des risques professionnels auxquels il est exposé pour la réalisation des prestations.

À ce titre, des engagements en termes de gestion des risques professionnels devront être pris par le titulaire et présentés clairement dans son offre. En ce sens le titulaire devra :

Définir les phases d'activités dangereuses auxquels sont confrontés les salariés ainsi que les moyens de préventions correspondants,

Assurer l'adaptation des matériels, dispositifs et équipements à la nature des opérations ainsi que la définition de leurs modalités d'entretien,

Assurer que ses salariés reçoivent les instructions adéquates notamment la mise à disposition de l'ensemble des fiches de données / sécurité des différents produits utilisés (et qu'elles ont été comprise),

Définir l'organisation des premiers secours en cas de survenue d'un accident.

Le titulaire doit prendre connaissance des modalités d'évacuation en cas d'incendie et s'assurer que tous ses personnels qui sont susceptibles d'intervenir en ont pris connaissance.

Le titulaire assure le respect des consignes et règlements de sécurité et l'état de propreté des matériels de sécurité (signalisation), des règlements d'hygiène, et des consignes données par le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire doit, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement le Pouvoir Adjudicateur.

Il devra respecter les consignes concernant les accès, notamment au regard de l'alarme, du contrôle d'accès et des clés. **Tous frais d'intervention de l'entreprise de gardiennage ou de télésurveillance consécutif au déclenchement intempestif d'alarme du fait du titulaire, lui sera facturé.**

L'ENSA Nancy dotera le titulaire de badges d'accès permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre l'ensemble des badges d'accès ou moyens d'accès aux bâtiments, à l'ENSA Nancy.

En cas d'utilisation frauduleuse ou de transmission des moyens d'accès à des individus non concernés par la prestation par une personne employée par le titulaire, la responsabilité de ce dernier sera engagée.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt le responsable du site, des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés. Le titulaire devra supporter tous les frais générés par cette perte ou ce vol.

Le titulaire devra mettre en place tous les dispositifs de protection et de signalisation nécessaires afin d'assurer la sécurité de son personnel.

4.11 Respect du Code du Travail

Le titulaire devra prendre tous les engagements nécessaires, afin de se conformer aux dispositions du Code du Travail.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

Le titulaire devra être assuré contre les dégâts qu'il pourrait causer ou lui être causés, ainsi que pour le vol. En cas de dégradation du fait du titulaire ou de personnel, l'établissement pourra entamer des poursuites à son encontre.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

6.1– Établissement de l'offre

L'entreprise est tenue de vérifier soigneusement toutes les pièces écrites et d'en signaler les erreurs éventuelles ou les manques de concordance au Pouvoir Adjudicateur, après avoir pris connaissance des lieux et du présent document.

En cas d'incertitude, l'entreprise doit demander auprès du Pouvoir Adjudicateur tous les renseignements et précisions nécessaires.

L'entreprise est réputée pour l'exécution de la prestation préalablement à la remise de son offre :

Avoir pris connaissance de la disposition des lieux, avoir reconnu toutes les difficultés éventuelles et prévu tous les moyens de levage et d'échafaudages nécessaires.

Avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et toutes les sujétions relatives au lieu des prestations ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement de la prestation par rapport à l'activité de chacun des bâtiments concernés.

6.2 – Limite des prestations

Le prix global de l'entreprise devra comprendre toutes les prestations qui auraient pu échapper au détail de la description mais qui en sont le complément indispensable pour une parfaite réalisation.

L'entreprise ne pourra en aucun cas, ultérieurement, faire état de problèmes visant à ne pas exécuter, dans les règles de l'art, les prestations nécessaires. De même, après acceptation de l'offre, elle pourra en aucun cas remettre en cause le prix global arrêté